

Direction adjointe Soins de Proximité et
Formations en santé
Département Professionnels de santé et Formations

Rennes, le 22 Mars 2021

Présentation du contrat de début d'exercice

CADRE JURIDIQUE

- Article 51 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2020
- Décret n° 2020-1666 du 22 décembre 2020 relatif au contrat de début d'exercice
- Arrêté du 2 février 2021 relatif au contrat type du contrat de début d'exercice
- Instruction ministérielle validée par le Conseil National de Pilotage le 19 mars 2021

Le contrat de début d'exercice **vient remplacer** les contrats de praticien territorial de médecine générale (PTMG), de praticien territorial de médecine ambulatoire (PTMA), de praticien territorial médical de remplacement (PTMR) et de praticien isolé à activité saisonnière (PIAS).

Les contrats en cours (PTMG, PTMA, PTMR, PIAS) avant l'entrée en vigueur du décret n°2020-1666 du 22 décembre 2020 relatif au contrat de début d'exercice se poursuivent sur la base des dispositions qui leur étaient applicables avant la date d'entrée en vigueur de ce décret.

Les bénéficiaires du contrat de début d'exercice pourront être rétroactifs, à partir du 1^{er} janvier 2021, pour les professionnels qui auraient fait une demande après la publication du décret et débuté leur activité en janvier 2021.

PRESENTATION DES CONTRATS TYPES

	Médecin libéral installé en tant que titulaire ou collaborateur	Médecin remplaçant																								
Objet du contrat	Favoriser les nouvelles installations de médecins dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins.	Favoriser les remplacements de médecins dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins.																								
Bénéficiaires	Médecin conventionné, toutes spécialités, installé en tant que titulaire ou collaborateur	Médecin remplaçant, toutes spécialités, ou l'étudiant titulaire d'une licence de remplacement (remplissant les conditions prévues à l'article L.4131-2 CSP)																								
Territoires éligibles	<ul style="list-style-type: none"> - Zones d'intervention prioritaire (ZIP) - Zones d'actions complémentaires (ZAC) - Zones d'accompagnement régional (ZAR) - Zones limitrophes d'une ZIP/ZAC/ZAR sur une superficie couvrant 10 km au plus au-delà des limites des ZIP/ZAC/ZAR, à la condition que l'installation contribue à améliorer l'accès aux soins de la zone voisine 	<ul style="list-style-type: none"> - Zones d'intervention prioritaire (ZIP) - Zones d'actions complémentaires (ZAC) - Zones d'accompagnement régional (ZAR) - Zones limitrophes d'une ZIP/ZAC/ZAR sur une superficie couvrant 10 km au plus au-delà des limites des ZIP/ZAC/ZAR, à la condition que le remplacement contribue à améliorer l'accès aux soins de la zone voisine. 																								
Aides	<p>1. Rémunération complémentaire</p> <p>Elle est versée <u>pendant la 1^{ère} année</u> du contrat uniquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tous les mois ; - Une fois par an, pour les médecins qui en font la demande, lorsqu'ils exercent dans une zone isolée connaissant des afflux saisonniers de population. <p>Le montant de l'aide est égal à la différence entre le montant du plafond forfaitaire mensuel et les honoraires perçus :</p> <p>➤ <u>Pour un médecin spécialiste de médecine générale libéral installé ou un collaborateur libéral</u></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%; text-align: center;">Montant minimal d'honoraires pour bénéficier de la rémunération complémentaire</th> <th style="width: 33%; text-align: center;">Montant du plafond forfaitaire mensuel utilisé pour déterminer le montant de la rémunération complémentaire</th> <th style="width: 33%; text-align: center;">Montant maximal de l'aide</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">2 350 €/mois pour 5 demi-journées par semaine</td> <td style="text-align: center;">4 700 €/mois pour 5 demi-journées par semaine</td> <td style="text-align: center;">2 350 €/mois</td> </tr> </tbody> </table>	Montant minimal d'honoraires pour bénéficier de la rémunération complémentaire	Montant du plafond forfaitaire mensuel utilisé pour déterminer le montant de la rémunération complémentaire	Montant maximal de l'aide	2 350 €/mois pour 5 demi-journées par semaine	4 700 €/mois pour 5 demi-journées par semaine	2 350 €/mois	<p>1. Rémunération complémentaire</p> <p>Elle est versée <u>pendant la 1^{ère} année</u> du contrat uniquement, <u>tous les trimestres</u>.</p> <p>Le montant de l'aide est égal à la différence entre le montant du plafond forfaitaire trimestriel et les honoraires à percevoir :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%; text-align: center;">Montant minimal d'honoraires pour bénéficiaire de la rémunération complémentaire</th> <th style="width: 33%; text-align: center;">Montant du plafond forfaitaire trimestriel utilisé pour déterminer le montant de la rémunération complémentaire</th> <th style="width: 33%; text-align: center;">Montant maximal de l'aide trimestrielle</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">6 675€ pour 29 à 34 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">8 325 € pour 29 à 34 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">1 650 €</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">8 000€ pour 35 à 40 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">10 000€ pour 35 à 40 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">2 000 €</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">9 350€ pour 41 à 46 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">11 675 € pour 41 à 46 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">2 325 €</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">10 675€ pour 47 à 52 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">13 325 € pour 47 à 52 jours par trimestre</td> <td style="text-align: center;">2 650 €</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">12 000€ pour 53 jours par trimestre et plus</td> <td style="text-align: center;">15 000 € pour 53 jours par trimestre et plus</td> <td style="text-align: center;">3 000 €</td> </tr> </tbody> </table>	Montant minimal d'honoraires pour bénéficiaire de la rémunération complémentaire	Montant du plafond forfaitaire trimestriel utilisé pour déterminer le montant de la rémunération complémentaire	Montant maximal de l'aide trimestrielle	6 675€ pour 29 à 34 jours par trimestre	8 325 € pour 29 à 34 jours par trimestre	1 650 €	8 000€ pour 35 à 40 jours par trimestre	10 000€ pour 35 à 40 jours par trimestre	2 000 €	9 350€ pour 41 à 46 jours par trimestre	11 675 € pour 41 à 46 jours par trimestre	2 325 €	10 675€ pour 47 à 52 jours par trimestre	13 325 € pour 47 à 52 jours par trimestre	2 650 €	12 000€ pour 53 jours par trimestre et plus	15 000 € pour 53 jours par trimestre et plus	3 000 €
Montant minimal d'honoraires pour bénéficier de la rémunération complémentaire	Montant du plafond forfaitaire mensuel utilisé pour déterminer le montant de la rémunération complémentaire	Montant maximal de l'aide																								
2 350 €/mois pour 5 demi-journées par semaine	4 700 €/mois pour 5 demi-journées par semaine	2 350 €/mois																								
Montant minimal d'honoraires pour bénéficiaire de la rémunération complémentaire	Montant du plafond forfaitaire trimestriel utilisé pour déterminer le montant de la rémunération complémentaire	Montant maximal de l'aide trimestrielle																								
6 675€ pour 29 à 34 jours par trimestre	8 325 € pour 29 à 34 jours par trimestre	1 650 €																								
8 000€ pour 35 à 40 jours par trimestre	10 000€ pour 35 à 40 jours par trimestre	2 000 €																								
9 350€ pour 41 à 46 jours par trimestre	11 675 € pour 41 à 46 jours par trimestre	2 325 €																								
10 675€ pour 47 à 52 jours par trimestre	13 325 € pour 47 à 52 jours par trimestre	2 650 €																								
12 000€ pour 53 jours par trimestre et plus	15 000 € pour 53 jours par trimestre et plus	3 000 €																								

2 850 €/mois pour 6 demi-journées par semaine	5 700 €/mois pour 6 demi-journées par semaine	2 850 €/mois
3 300 €/mois pour 7 demi-journées par semaine	6 600 €/mois pour 7 demi-journées par semaine	3 300 €/mois
3 775 €/mois pour 8 demi-journées par semaine	7 550 €/mois pour 8 demi-journées par semaine	3 775 €/mois
4 250 €/mois pour 9 demi-journées ou plus par semaine	8 500 €/mois pour 9 demi-journées ou plus par semaine	4 250 €/mois

- Pour un médecin spécialiste hors médecine générale libéral installé ou un collaborateur libéral – A l’initiative du Directeur général de l’ARS, selon le besoin en offre de soins

Montant minimal d’honoraires pour bénéficiaire de la rémunération complémentaire	Montant du plafond forfaitaire mensuel utilisé pour déterminer le montant de la rémunération complémentaire
2 350 €/mois pour 5 demi-journées par semaine	Entre 4 700 € et 4 950 € pour 5 demi-journées par semaine
2 850 €/mois pour 6 demi-journées par semaine	Entre 5 700 € et 6 150 € pour 6 demi-journées par semaine
3 300 €/mois pour 7 demi-journées par semaine	Entre 6 600 € et 7 300 € pour 7 demi-journées par semaine
3 775 €/mois pour 8 demi-journées par semaine	Entre 7 550 € et 8 450 € pour 8 demi-journées par semaine
4 250 €/mois pour 9 demi-journées ou plus par semaine	Entre 8 500 € et 9 500 € pour 9 demi-journées ou plus par semaine

2. Aide complémentaire en cas d’arrêt maladie

Cette aide est versée pendant toute la durée du contrat (*sauf si au cours du contrat, une aide est instaurée par un dispositif conventionnel ou légal, celle-ci se substituera à l’aide prévue par le contrat de début d’exercice*) :

- ✓ Pour pouvoir en bénéficier, le signataire doit avoir signé son contrat au moins 3 mois avant l’arrêt et avoir perçu le montant de revenu minimal prévu par le contrat au cours de ces 3 mois.

2. Aides complémentaires pour cause de maladie, maternité, paternité, adoption destinées aux médecins remplaçants

Ces aides peuvent être sollicitées pendant toute la durée du contrat (*sauf si au cours du contrat, une aide est instaurée par un dispositif conventionnel ou légal, celle-ci se substituera à l’aide prévue par le contrat de début d’exercice*) :

- ✓ Pour pouvoir en bénéficier, le signataire doit avoir signé son contrat au moins 3 mois avant l’arrêt et avoir perçu le montant de revenu minimal prévu par le contrat au cours des 3 mois précédents.
- ✓ Montant de l’aide complémentaire en cas d’arrêt maladie = 1/30^{ème} de la ½ du montant maximal de la rémunération complémentaire (**soit 68,54 € par jour**) ; versée au prorata de la quotité de travail.
- ✓ Montant de l’aide complémentaire en cas de congé maternité, paternité ou adoption : L’aide est versée **selon les mêmes modalités que les dispositions prévues à l’avenant 3 de la convention médicale de 2016 pour les médecins installés.**

3. Accompagnement sur la gestion entrepreneuriale

L’ARS propose un accompagnement à la gestion entrepreneuriale (comptabilité, gestion d’un cabinet, fiscalité, etc.).

Les modalités d’accompagnement sont en cours de définition.

4. Information sur les projets d’exercice coordonné du territoire

L’ARS informe le signataire des projets d’exercice coordonné existants ou en projet sur le territoire : équipes de soins primaires, équipes de soins spécialisés, maisons de santé pluri-professionnelles, centres de santé médicaux et polyvalents et communautés professionnelles territoriales de santé.

- ✓ Montant de l'aide = 1/30^{ème} de la ½ du montant maximal de la rémunération complémentaire (**soit 68,54 € par jour**) ; versée au prorata de la quotité de travail.
- ✓ L'aide intervient à partir du 8^{ème} jour d'arrêt de travail. Elle est calculée en fonction du nombre de jours d'arrêt de travail et est versée, chaque mois, dans la limite de 90 jours d'arrêt de travail.

3. Accompagnement sur la gestion entrepreneuriale

L'ARS propose un accompagnement à la gestion entrepreneuriale (comptabilité, gestion d'un cabinet, fiscalité, etc.).
Les modalités d'accompagnement sont en cours de définition.

Engagements socles

- Etre installé en ZIP, ZAC, ZAR ou dans une zone limitrophe d'une ZIP/ZAC/ZAR sur une superficie couvrant 10 km au plus au-delà des limites des ZIP/ZAC/ZAR à la condition que l'installation contribue à améliorer l'accès aux soins de la zone voisine
- Il est possible d'exercer sur plusieurs communes.
- Etre installé depuis moins d'1 an (la date d'installation prise en compte est celle de la 1^{ère} inscription au tableau d'un CDOM)
 - Exercer pendant au moins 3 ans sur la zone déficitaire.
 - Exercer en zone éligible un nombre minimum de demi-journées : au moins 5 demi-journées (2,5 jours) ;
 - Exercer une activité libérale conventionnée secteur 1 ou adhérer à un dispositif de maîtrise des dépassements d'honoraires (OPTAM)
 - Participer à un exercice coordonné (équipe de soins primaires (ESP), équipe de soins spécialisés (ESS), communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) ou maison de santé (MSP), dans un délai de 2 ans à compter de la signature du contrat.

- Réaliser au moins 80% des remplacements sur une zone éligible : ZIP, ZAC, ZAR ou dans une zone limitrophe d'une ZIP/ZAC/ZAR sur une superficie couvrant 10 km au plus au-delà des limites des ZIP/ZAC/ZAR à la condition que l'installation contribue à améliorer l'accès aux soins de la zone voisine
- Il est possible de réaliser des remplacements sur différentes communes.
- Attester, pour le remplaçant thésé, d'une inscription au Conseil de l'Ordre des Médecins datant de moins d'un an ; fournir, pour l'interne en médecine (conditions de remplacement répondant aux dispositions de l'article L. 4131-2 du code de la santé publique), une licence de remplacement en cours de validité, couvrant la durée du contrat.
 - Remplacer en zone éligible un nombre minimum de journées : au moins 29 journées par trimestre.

	L'ARS informe le signataire de l'existence ou des projets de dispositifs d'exercice coordonné de son territoire. Le signataire est <u>exonéré du respect de cette condition si aucun dispositif d'exercice coordonné n'est constitué à l'issue de ces 2 années.</u>	
Durée du contrat	3 ans, non renouvelable	3 ans, non renouvelable
Non cumul	Il n'est pas possible de signer 2 contrats de début d'exercice avec 2 ARS différentes	Il n'est pas possible de signer 2 contrats de début d'exercice avec 2 ARS différentes
Cumul	<p>La signature de ce contrat peut succéder à un contrat d'engagement de service public (CESP).</p> <p>La signature de ce contrat peut être cumulée avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>En cas d'installation ou d'exercice en Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP)</u> : d'un contrat d'aide à l'installation médecin (CAIM) et d'un contrat de stabilisation et de coordination des médecins (COSCOM). CAIM et COSCOM ne sont pas cumulables, mais peuvent être conclus successivement. Ces contrats sont conclus entre le médecin, la CPAM et l'ARS. Ces contrats sont ouverts à toutes les spécialités médicales. ▪ <u>En cas d'installation en zone d'accompagnement régional (ZAR) à compter du 1^{er} janvier 2021</u>, d'un Contrat d'Aide Régionale pour l'Installation des médecins généralistes (CARIM). Ce contrat est conclu entre le médecin généraliste et l'ARS. Ce contrat est réservé aux médecins spécialisés en médecine générale. 	<p>La signature de ce contrat peut succéder à un contrat d'engagement de service public (CESP).</p> <p>En cas d'installation, la signature de ce contrat peut être suivie par la conclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>En cas d'installation ou d'exercice en Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP)</u> : d'un contrat d'aide à l'installation médecin (CAIM) et d'un contrat de stabilisation et de coordination des médecins (COSCOM). CAIM et COSCOM ne sont pas cumulables, mais peuvent être conclus successivement. Ces contrats sont conclus entre le médecin, la CPAM et l'ARS. Ces contrats sont ouverts à toutes les spécialités médicales. ▪ <u>En cas d'installation en zone d'accompagnement régional (ZAR) à compter du 1^{er} janvier 2021</u>, d'un Contrat d'Aide Régionale pour l'Installation des médecins généralistes (CARIM). Ce contrat est conclu entre le médecin généraliste et l'ARS. Ce contrat est réservé aux médecins spécialisés en médecine générale.
Information	Le médecin doit communiquer le contrat au Conseil départemental de l'Ordre des médecins.	Le médecin doit communiquer le contrat au Conseil départemental de l'Ordre des médecins.